

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULÊME

Angoulême, le 7 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTEA FRANCE

Esplanade de la Gare 16 200 Mainxe-Gondeville

Références : 2025_314_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0100286205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 février 2025 dans l'établissement PROTEA FRANCE implanté Esplanade de la Gare, 16 200 Mainxe-Gondeville. L'inspection a été annoncée le 3 février 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite des installations de la société PROTEA FRANCE à Mainxe-Gondeville résulte de la vérification de la présence des piézomètres et des piézairs implantés sur le site et de l'instauration de servitudes d'utilité publique dans le cadre de la cessation des activités de la société LYSIPACK précédemment établies sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEA FRANCE
- ESPLANADE DE LA GARE 16 200 Mainxe-Gondeville
- Code AIOT : 0100286205
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PROTEA FRANCE est un groupe, dont le siège social est basé sur la commune de GENSAC-LA-PALLUE (16), route des Barbotins. Sur cette commune, la société procède au captage et au traitement de l'eau souterraine pour l'utiliser sur le site de MAINXE-GONDEVILLE. Cette eau, purifiée, permet de produire une large gamme d'alternatives aux barriques de chênes pour l'élevage de vins et de spiritueux. Les copeaux sont baignés et chauffés dans des cuves d'eau déminéralisée afin de favoriser le transfert des composés parfumés et gustatifs vers le liquide dans lequel ils seront baignés à l'intérieur de la barrique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon les informations recueillies lors de la visite, les installations exploitées par la société PROTEA FRANCE de Mainxe – Gondeville sont susceptibles de relever de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'exploitant doit faire les vérifications nécessaires pour s'en assurer, selon les demandes formulées par l'inspection des installations

classées et, si besoin et après validation par l'inspection, procéder aux télédéclarations correspondantes sur le site « entreprendre.service-public.fr ».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE - Régime
Prescription contrôlée <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <ul style="list-style-type: none">• 2410 : Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :<ol style="list-style-type: none">1. Supérieure à 250 kW : E2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW : D;• 1532 : Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public :<ol style="list-style-type: none">1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m³ : A2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :<ol style="list-style-type: none">a) Supérieur à 20 000 m³ : Eb) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ : D ;• 2910 :<ol style="list-style-type: none">A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :<ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW : E2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : DCB. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :<ol style="list-style-type: none">1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW : E2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW : A <p>La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.</p>

On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :

a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;

b) Les déchets ci-après :

i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ;

ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;

iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée;

iv) Déchets de liège ;

v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration sous contrôle périodique – D : Déclaration

Constats :

Selon les représentants de l'exploitant présents, sur le site est délivrée une puissance électrique pour le travail du bois (rubrique n°2410) supérieure à 50 kW puisqu'il semblerait que le broyeur, à lui tout seul, fasse 80 kW.

Le site stocke du bois sous différentes formes. À l'extérieur, on y trouve la matière première enroulée et des sacs de copeaux sur palette dans le sous-sol, prêts à être expédiés.

Si les cuves d'eau sont chauffées au gaz, il conviendra de vérifier la puissance thermique de combustion selon la rubrique n° 2910-A.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter les informations nécessaires au positionnement de ses activités vis-à-vis des rubriques n° 1532, 2410 et 2910 de la nomenclature des ICPE.

Pour la rubrique n° 2410, l'exploitant doit faire la somme des puissances des machines et étuves pouvant concourir au fonctionnement de l'installation visée par la rubrique mais également celles des équipements annexes qui participent à la fabrication des alternatives à la barrique neuve.

Par rapport à la rubrique n° 2910, c'est la puissance thermique cumulée des différentes chaudières présentes sur le site qui est calculée. Le classement dépend aussi de la nature du combustible.

Pour la rubrique n° 1532, l'exploitant doit faire la somme des volumes de bois sous toutes ses formes (matières premières, produits finis, déchets) susceptibles d'être présents sur le site. Le volume déterminé correspond ainsi à la capacité de stockage maximale sur le site.

Ces éléments doivent être adressés à l'inspection des installations classées.

Le cas échéant, l'assistance d'un bureau d'étude peut intervenir.

Il est précisé que :

- dans le cas où les activités ne relèvent que de rubriques ICPE pour le régime de la Déclaration, l'exploitant doit les déclarer sur le site : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920>;
- dans le cas où la puissance cumulée des machines de travail du bois venait à dépasser 250 kW, cette activité serait alors soumise au régime de l'Enregistrement pour la rubrique n°2410 et une demande d'enregistrement devra être déposée en ligne sur le site : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R62282>.

L'exploitant est invité à adresser à l'inspection des installations classées, pour validation préalable avant toute déclaration sur internet, les informations demandées relatives aux rubriques n°1532,

2910 et 2410.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois